

*l'Anti*capitaliste

n°231 | 27 février 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



18 MARS
12 AVRIL

Rassembler pour

une riposte

de gauche

Dossier

*Nos villes valent plus
que leurs profits!*

Pages 6 et 7



ÉDITO

Écolo mais pas trop!

Page 2

PREMIER PLAN

Ukraine:
quelle victoire?

Page 2

ACTU SOCIALE

Notre-Dame-des-Landes: 50000
à Nantes contre l'Ayroultport

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Bosnie: «les gens prennent de plus
en plus conscience de leurs forces
communes»

Page 12





édito

Par CHRISTINE POUPIN

Écolo mais pas trop!

Une fois de plus la démonstration est faite: entre l'écologie et la participation au gouvernement, il faut choisir. Une fois de plus les ministres d'Europe Écologie-les Verts choisissent de rester au gouvernement, quitte pour ça à avaler de nombreuses couleuvres, les tritons créés et toute la biodiversité de Notre-Dame-des-Landes... EÉLV aimerait bien tout à la fois confisquer la représentation politique des mobilisations sur les questions environnementales et en même temps rester une composante de la majorité gouvernementale avec un Parti socialiste 100% libéral et 100% productiviste.

Ce n'est pas un hasard si Notre-Dame-des-Landes reste le sujet qui coince. Dans le bocage, il n'y a pas d'arrangement: l'exigence unitaire, commune à toutes les composantes des opposantEs au projet d'aéroport, est l'abandon pur et simple. Ici, pas de négociations, de « contreparties », de compensations, mais une mobilisation radicale et déterminée. C'est cette mobilisation, celle qui la première à l'automne 2012 s'est opposée au gouvernement, que Hollande, Ayrault et Valls cherchent depuis des mois à casser. Face à la violence policière dans la ZAD, elle a tenu bon. À chaque initiative, les manifestantEs sont plus nombreux. À l'occasion de la manifestation de Nantes, le gouvernement a fait une nouvelle tentative pour affaiblir et diviser le mouvement, organisant la provocation avec un déploiement policier inouï. Et dans la foulée, Ayrault admoneste EÉLV: « Tous ceux qui exercent des responsabilités publiques doivent condamner les squatteurs de la ZAD, organisateurs délibérés de ces violences. EÉLV doit sortir de l'ambiguïté. » Les écologistes gouvernementaux s'étaient pourtant déjà empressés de prendre leurs distances et de « condamner fermement » les violences... Les condamnations sont renouvelées... sans un mot contre le dispositif policier provocateur ni contre les propos de Valls: « Cette violence venant de cette ultragauche, de ces Black Bloc, qui sont originaires de notre pays mais aussi de pays étrangers »... Ils ont déjà tant pardonné à Valls! L'écologie, la lutte contre les grands projets inutiles, la défense de l'agriculture paysanne et de la biodiversité sont des sujets bien trop graves pour être confiés à EÉLV: ils doivent pleinement faire partie du programme d'une opposition de gauche à ce gouvernement.

BIEN DIT

En refusant d'examiner les demandes des usagers, qui ne sont ni informés ni mis en position d'exercer des recours, la CPAM (caisse primaire d'assurance maladie) démissionne purement et simplement de son obligation de service public.

L'OBSERVATOIRE DU DROIT À LA SANTÉ DES ÉTRANGERS (ODSE), dans une lettre ouverte adressée vendredi 21 février à la ministre de la Santé Marisol Touraine, lettre mettant en cause la CPAM de Seine-Saint-Denis pour avoir écarté volontairement des demandes d'aide médicale d'État (AME) dans le but de désengorger ses services...

À la Une

Rassembler pour une riposte de gauche

Les discours sur le retour de la croissance cachent mal la continuation de la crise dans la zone euro et la volonté des classes dominantes de la faire payer à la majorité de la population. La baisse des dépenses publiques, au centre de l'agenda libéral, devient l'objectif d'un gouvernement qui multiplie les signes au patronat...

acte de responsabilité, dîners en grande pompe avec le gratin des PDG français et internationaux, Hollande faisant applaudir Gattaz, chef du Medef, aux États-Unis, fermeté affichée de Ayrault en faveur de la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes dont il est clair qu'il s'agit d'un cadeau à Vinci...

L'axe PS-Medef à marche forcée

Cette politique faites de reculs successifs par rapport aux faibles engagements du candidat Hollande, sur la PMA par exemple, renforce une droite extrême qui occupe la rue depuis un an et ne semble pas prête à l'abandonner, encourageant de fait les agressions contre les militants de gauche. L'exécutif s'enferme dans la mise en œuvre de la destruction des acquis sociaux – la sécu en premier lieu via la suppression des cotisations familiales patronales – et prépare des coupes sombres dans l'État social.

Ces éléments s'inscrivent dans la volonté des classes dirigeantes de diminuer de 20 à 30% le pouvoir d'achat des classes populaires, comme cela s'est fait en Grèce, pour restaurer des profits mis à mal par plusieurs années de crise. Arc-bouté sur un credo libéral dorénavant assumé, le Président s'appête à avancer à marche forcée sur un vote de confiance pour le pacte de responsabilité, qui pourrait intervenir dès avril.

Un remaniement s'annonce, et cela pourrait être l'occasion de se débarrasser des ministres EÉLV



Le NPA à la manifestation de Nantes samedi 22 février. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MALOLEONAR

appelés à « sortir de l'ambiguïté » par le Premier ministre à propos de leur positionnement en faveur de la manifestation contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, alors que le pouvoir a tout fait pour qu'elle dégénère.

Reprendre l'offensive dans la rue et dans les urnes

Face à cette situation, il est temps que le monde du travail, que la gauche sociale et politique, reprennent l'offensive et contestent la politique du gouvernement, dans les urnes – les listes soutenues par le NPA aux municipales et aux européennes en seront l'occasion –, mais surtout dans la rue. La construction de cette riposte nécessaire peut s'appuyer

sur les luttes qui se mènent contre les licenciements et fermetures d'entreprises, pour les salaires, contre la précarité, dans de nombreuses entreprises du privé comme du public, comme à la poste dans le 92 et le 78 en ce moment même. Comme elle peut s'appuyer aussi sur les mobilisations pour l'égalité des droits, contre toutes les discriminations et tous les racismes, ou contre les ravages du productivisme et les grands projets inutiles... L'appel de quatre confédérations et fédérations syndicales à une journée d'action et de grève le mardi 18 mars peut aussi servir de point d'appui pour faire converger l'ensemble des mobilisations sociales et remettre en avant les revendications du monde du

travail. À condition bien sûr de « sortir de l'ambiguïté », d'abandonner le « dialogue social », de faire de la lutte pour le retrait du pacte de responsabilité le cœur de cette journée d'action et de tracer la perspective d'une mobilisation plus large, dans ses objectifs et ses formes d'action.

L'unité la plus large pour les combattre

Au-delà de ces luttes partielles et de ces journées d'action, chacunE doit s'attacher à créer les conditions de l'unité la plus large: pour s'opposer à la fois à l'axe PS-Medef et à l'offensive de cette droite réactionnaire, revancharde et fascisante qui occupe la rue et apparaît comme le principal opposant à la politique du gouvernement. Un grave danger pour l'ensemble des couches populaires et de la gauche syndicale et politique.

La proposition d'une marche pour la riposte de gauche le samedi 12 avril répond à cet objectif. Sa date et son contenu revendicatif doivent être en débat parmi toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans la nécessité de changer le rapport de forces, d'avertir ou de combattre le gouvernement. Syndicalistes, militantEs associatifs, personnalitéEs, partis à la gauche du PS, ont toutes et tous leur place, à égalité, dans la construction d'un rassemblement dont l'urgence s'impose. Un rassemblement qui devra se poursuivre au-delà d'une manifestation, aussi nombreuse soit-elle.

Côme Pierron

UKRAINE

Quelle victoire?



A Kiev place Maidan. DR

Près de 80 morts sur les pavés de Maidan, devenus les martyrs du peuple tout entier révolté, ont fait basculer une part importante de l'appareil politique et policier du président Ianoukovitch, se déclarant aujourd'hui « du côté du peuple ». S'agit-il d'une sortie de crise?

Le Parlement a voté vendredi 21 février le retour à la Constitution de 2004 contre l'évolution présidentielle du régime, puis décidé la libération de l'opposante libérale Ioulia Timochenko en prison depuis deux ans. Dénonçant un « coup d'État », Viktor Ianoukovitch a quitté Kiev et aurait été empêché de s'envoler vers la Russie par les gardes-frontière, dans son propre fief du Donetsk.

Les députés l'ont déclaré dans l'incapacité d'exercer le pouvoir. Le nouveau président du Parlement (proche de Ioulia Timochenko) Oleksandr Tourtchinov, assurera légalement les fonctions de président par intérim, en attendant des élections fixées au 25 mai. Un gouvernement « d'union nationale » doit être nommé d'ici mardi. S'agit-il de la fin de la crise ouverte depuis novembre dernier?

Un monde à changer

GRÈCE. Des travaux de recherche avaient déjà montré l'incidence des politiques d'austérité sur la santé. Des travaux plus récents publiés fin février par la revue médicale britannique *The Lancet* confirment cette situation. Un des ministres de la Santé, Andreas Loverdos, a d'ailleurs reconnu que l'on avait utilisé des « *couteaux de boucher* » pour atteindre les objectifs d'économie fixés...

Entre 2009 et 2011, le budget des hôpitaux publics a été réduit de 26%. La compression drastique des dépenses de médicaments a rendu plus difficile l'accès à ceux-ci : lors d'une enquête dans une des provinces, 70% des répondants ont déclaré qu'ils ne pouvaient se permettre d'acheter les médicaments prescrits par leur médecin. 800 000 chômeurs n'ont plus de couverture médicale. On constate en 2011-2012 un accroissement de la mortalité des plus de 55 ans qui renvoie à l'accroissement des difficultés d'accès aux soins pour les

malades chroniques et à une augmentation du nombre de personnes non suivies par un médecin. La réduction du suivi des femmes enceintes se traduit par l'augmentation de la mortalité à la naissance et de naissances d'enfants de faible poids. Alors qu'elle avait disparu depuis 40 ans, la malaria reparait car la contraction des subventions aux municipalités a entraîné notamment une réduction des programmes de lutte contre les moustiques. La baisse des dépenses en matière de santé mentale a conduit à une augmentation significative du nombre de suicides : entre 2007 et 2011, ils ont bondi de 45% et les cas de dépression sévère ont plus que doublé entre 2008 et 2011. Les auteurs soulignent que le système de santé grec était loin de bien fonctionner avant la crise, mais que l'impact désastreux de l'austérité sur la santé de la population est négligé tant par le gouvernement grec que par les institutions européennes et internationales.

PSA La famille Peugeot sauve sa mise!

L'arrivée dans le capital de PSA de l'entreprise chinoise Dongfeng et de l'État français est une leçon de choses des mœurs du capitalisme mondialisé. Il est très « tendance » aujourd'hui d'opposer capitalisme industriel au capitalisme financier pour mieux valoriser l'un et dénoncer l'autre. La famille Peugeot est une figure caractéristique d'un certain capitalisme industriel ayant commencé il y a deux siècles par fabriquer des moulins à café, pour poursuivre dans le vélo, et aujourd'hui être à la tête de la deuxième firme automobile européenne...



THIERRY PEUGEOT. DR

La famille dispose aujourd'hui de sa propre structure, la société foncière et financière de participation (FFP), qui se comporte comme un classique fonds de placement siphonnant Peugeot automobiles pour aller là où le profit est le plus élevé. Oh, le vertueux capitalisme industriel ! La banque PSA Finance reste en dehors de l'opération car la famille Peugeot n'allait pas se priver d'un tel magot qui a déjà bénéficié d'une caution de sept milliards d'euros donnés en garantie par le gouvernement. Une discussion « exclusive » est engagée avec la banque espagnole Santander pour partager le butin. Et loin de prendre des mesures de coercition, le gouvernement laisse faire !

Avec les concours annoncés de l'État français et de Dongfeng, à hauteur de 800 millions d'euros chacun, près de quatre milliards d'euros sont ainsi mobilisés pour l'opération. La famille Peugeot s'est dessaisie de la gestion directe du groupe automobile mais, restant actionnaire, elle touchera à proportion de ce que rapporteront les nouveaux milliards apportés au capital de PSA. Sans avoir été contrainte de mettre un seul nouvel euro dans l'affaire, l'arrivée de capitaux publics lui sauve ainsi la mise. Thierry Peugeot a décidément bien de la chance d'avoir comme ami Moscovici (pour les détails de l'amitié, voir *le Monde* daté du 18 février 2014).

Aucun engagement

L'arrivée du deuxième constructeur chinois dans le capital de PSA est une étape de plus dans la mondialisation capitaliste de l'automobile. L'industrie automobile en Chine est déjà l'une des plus puissantes de monde. PSA et Renault y arrivent après Volkswagen, GM, Nissan et Toyota. Lorsque Montebourg déclare : « *Dongfeng n'a pas de marque, pas de technologie* », il montre surtout que les stéréotypes franchouillards, il connaît ! Si, au moins, l'afflux de ces capitaux permettait de maintenir l'emploi de milliers de travailleurs... Mais ce n'est pas le but recherché et rien n'est garanti. Moscovici a déclaré : « *Il n'y aura pas de nouvelles fermetures d'usines* », sous-entendant qu'il pourrait y avoir de nouvelles suppressions d'emplois, comme déjà annoncé à Rennes ou à Poissy. Et Montebourg de rajouter : « *La production de voitures PSA en France sera de un million de véhicules en 2016* »... Et pas d'engagements sur l'emploi des salariés ! Au moment où était annoncée la recapitalisation, le concret était la suppression de lignes de fabrication à Poissy et à Mulhouse. Telle est la réalité. Le plan Varin, la fermeture à marche forcée de l'usine d'Aulnay, et la signature de l'accord de compétitivité, ont servi à rendre le groupe PSA et ses dizaines de milliers de salariés mieux vendables sur le marché de l'industrie automobile mondialisée.

Jean-Claude Vessilier

Retour sur une crise aux multiples facettes

Bien que déclenchée par le refus du président ukrainien de signer un accord d'association avec l'UE, la crise fut loin d'opposer deux camps ou programmes clairement délimités, « pro-russe » contre « pro-UE ». D'une part, les intérêts économiques derrière les étiquettes des partis sont brouillés : le Parti des régions (du président) avait fait campagne pour l'accord avec l'UE, et la « libérale » Ioulia Timochenko, native de Dnipropetrovsk, dans l'est russophone, est dite respectée par Poutine et n'a pas manqué de faire des affaires avec la Russie.

De plus, en dépit de ses divisions régionales, linguistiques, religieuses, historiques

et politiques réelles, le pays est globalement attaché à ses conquêtes démocratiques et à son indépendance nationale, y compris dans la partie russo-phonie. Enfin, contrairement à la « révolution Orange » de 2004, la mobilisation populaire est aujourd'hui défiante envers tous les partis politiques parlementaires. Or la mobilisation est montée en masse en décembre 2013, en réaction à la violence des Berkuts (forces de sécurité), exprimant l'inquiétude envers un régime de plus en plus présidentieliste où règne une « Famille » oligarchique, et la crainte qu'un rapprochement avec Moscou n'aggrave encore plus ces traits.

Illustration d'une situation confuse : le vote des lois répressives en janvier dans un

grand désordre parlementaire – puis leur retrait – coexistait avec des appels à l'intervention de l'armée et à la « fermeture » contre les occupations de bâtiments publics. Mais ceux-ci ont souvent été occupés sans affrontements, et dans plusieurs villes de province avec éventuellement le soutien de forces de sécurité du régime...

Finalement, en l'absence d'alternative de gauche crédible – renforcée par les divisions quant à l'attitude à adopter par rapport à ce mouvement – le poids de l'extrême droite (surtout dans l'ouest et le centre du pays) a encore plus brouillé les cartes d'une mobilisation populaire large exprimant une sympathie concrète pour le courage des jeunes affrontant des Berkuts détestés.

Sortie de crise ou risques accrus de partition?

La semaine de violence sanglante a imposé le point de vue des protestataires en faveur du départ immédiat du président Ianoukovitch et de modifications constitutionnelles. C'est d'abord leur victoire, dans la confusion des enjeux et donc des lendemains.

L'Ukraine est au bord de la cessation de paiement. Ses réserves de devises repräsentent deux mois d'importations. « L'aide » du FMI serait socialement explosive. Le prêt russe de 11 milliards d'euros et la promesse de baisse du prix du gaz sont gelés jusqu'à la formation d'un gouvernement – avec menaces de protectionnisme russe contre les importations ukrainiennes en cas d'accord signé par Kiev

avec l'UE. Les États-Unis et les diplomates européennes disent vouloir associer la Russie à la recherche de solutions : la donne aurait-elle changé depuis novembre ? L'intégration de Svoboda – dont le nationalisme ethnique vante l'Ukraine « européenne » contre la non-Ukraine « asiatique » russophone – dans le « gouvernement d'union », aggrave dramatiquement les risques d'affrontement dans l'est du pays, jusqu'en en Crimée : les Tatars autrefois expulsés par Staline, y soutenaient Maïdan contre les Russes (60% de la population) dans une presque île qui est aussi une base militaire pour Moscou. La partition du pays n'est pas exclue d'un avenir fort éloigné des aspirations populaires... Catherine Samary

Le chiffre

0,3%

Au total, Pôle emploi aurait perdu en 2012 58,7 millions d'euros en raison de la fraude aux allocations. Les contrôles auraient aussi permis d'éviter 41,8 millions d'euros de fraude. Les deux additionnés, 100,5 millions d'euros, ne représentent qu'une goutte d'eau (0,3%) par rapport aux 33 milliards d'allocations versés... Et pas grand chose par rapport à la fraude des entreprises à la TVA chiffrée à 10 milliards d'euros par an!



Agenda

Samedi 1^{er} mars, manifestation contre le racisme et le colonialisme, Paris. Dans le cadre de la quinzaine anticoloniale, à 14h place de la République.

Lundi 3 mars, réunion publique municipale, Toulouse. Avec Ahmed Chouki, Hegoa Garay, Fatima Adda, Noredine Iznansi et Olivier Besancenot, à 19h salle Mermoz (à côté du stadium).

Mercredi 5 mars, réunion publique municipale, Paris. Avec Olivier Besancenot et Wafa Guiga, à 19h à Culture Rapide (103 rue Julien-Lacroix, Paris 20^e).

Mercredi 5 mars, réunion publique municipale, Annecy. Avec Roseline Vachetta, à 20h, salle Pierre-Lamy (rue de la République).

NO COMMENT

Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés – là encore, je regrette que les actionnaires fassent figure d'éternels absents – et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté.

THIERRY LE PAON, secrétaire général de la CGT, interviewé par *le Nouvel Économiste*, vendredi 21 février 2014.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

DASSAULT

La réalité qui dépasse la fiction

L'affaire de corruption autour de Serge Dassault dans sa ville de Corbeil-Essonnes (91) aurait toute sa place dans le scénario d'une série policière. Pourtant les faits, largement documentés dans la presse, y compris dans les pages de ce journal¹ sont bien réels.

Concernant le transfert par Dassault de 18 millions d'euros vers une société au Liban, les juges en charge du dossier estiment que la somme de 7 millions serait revenue en France pour être distribuée à une série de jeunes : de l'argent pour acheter la paix et des voix dans les quartiers populaires de Corbeil. On a du mal à mesurer les dégâts que cela a pu créer : jalousies (de ceux qui n'ont pas été « arrosés »), casse des solidarités, méfiance et peur après la tentative d'homicide contre une personne qui a dénoncé le système. Cette affaire nous rappelle aussi la solidité des réseaux de solidarité au sein de la classe dirigeante – entre gros patrons, propriétaires de journaux, PDG des chaînes de télé et hommes politiques de droite et de gauche. « 85 capitalistes possèdent autant que la moitié de la planète », écrivions-nous le mois dernier, avec tout ce que cela signifie en termes de pouvoir, pour eux et leurs complices. Avec Dassault et ses 12,8 milliards d'euros, 5^e fortune française et 69^e mondiale, on est en plein dedans !



Dassault-Valls : la grande farce... DR

Intouchable ?

L'affaire est maintenant sur la place publique depuis des mois, mais Dassault reste intouchable. Le Sénat (avec une majorité de gauche !) a enfin levé son immunité parlementaire (avec l'abstention de la droite quand même !), après l'avoir refusée par deux fois. Mais les grandes chaînes de radio et de télé reprennent en chœur les explications ridicules de Dassault. Par le passé, c'est Manuel Valls qui a affirmé partager des valeurs avec Dassault. Aujourd'hui, c'est Jean-Yves Le Drian qui confirme le soutien du gouvernement, avec l'annonce d'un milliard d'euros pour la modernisation du Rafale. Alors quoi faire ? Espérer une opération mains propres à l'italienne ? Non. Se résigner devant un constat de « tous pourris » ? Encore moins. La rapacité et la corruption auxquelles on assiste ne sont pas le fait de quelques brebis galeuses et encore moins d'une nature humaine immuablement égoïste. Elles sont ancrées dans la logique même du capitalisme. C'est donc tout le système qu'il faudra foutre en l'air : reconstruire la confiance des millions de gens qui sont écoeurés par ce qui se passe et tracer des perspectives pour y arriver.

Ross Harrold

1 – <https://npa2009.org/content/dassault-le-far-west-au-sud-de-paris>

SOMMET MERKEL-HOLLANDE

« Convergences » libérales et impérialistes

Tout juste reconduite pour un 3^e mandat à la chancellerie allemande, Angela Merkel était à Paris le 19 février où se tenait le 16^e conseil des ministres franco-allemand. L'occasion pour Merkel et Hollande de rappeler leur « horizon commun », leurs « convergences » libérales et impérialistes pour « amorcer maintenant une nouvelle étape » dont ils ont bien du mal à définir le contenu...



Hollande-Merkel : sans trucage... DR

Manœuvres des grandes puissances

La seule décision pratique de ce sommet, un « symbole fort », pas seulement « symbolique », a été l'officialisation du déploiement d'ici juin d'un contingent de quelque 250 soldats de la brigade franco-allemande au Mali. Merkel a souhaité « davantage de convergences » dans la coopération militaire au Mali et en Centrafrique. Pour François Hollande, « ce n'est pas une initiative bilatérale mais bien européenne », certes, mais une initiative militariste de l'Europe des grandes puissances où l'Allemagne n'entend pas laisser le terrain à la France.

Vis-à-vis de la crise ukrainienne, les grandes déclarations sont un écran de fumée pour masquer les

responsabilités de l'Union européenne. « La chancelière et moi-même, avec nos deux gouvernements, nous avons condamné tous ces actes et la répression venant du pouvoir », a déclaré le président Hollande. « Notre premier appel, c'est que ça cesse et que le calme, la sérénité, l'apaisement puissent être de retour. [...] Nous voulons, l'Allemagne et la France, et tous les Européens sont animés de la même volonté, permettre à l'Ukraine de connaître sa transition politique vers de nouvelles élections et un rassemblement. [...] L'Europe est toujours disponible pour l'accord d'association qui a été proposé à Vilnius », a ajouté Hollande. Cette langue de bois esquivait leurs responsabilités dans la crise ukrainienne où la population, ses aspirations sociales et démocratiques, sont étouffées

par la répression sanglante et les forces réactionnaires, par les luttes d'influences entre la Russie et l'UE aux conséquences dramatiques.

« Airbus de l'énergie », taxe financière et baratin...

« Nous n'avons pas fait nécessairement les mêmes choix depuis des années. Et pourtant nous sommes en total accord »... Ces étranges propos d'Angela Merkel illustrent le vide du projet de « l'Airbus de l'énergie » avancé par Hollande imaginant « une grande entreprise franco-allemande pour la transition énergétique » comme le fut Airbus à la fin des années 60 pour l'aéronautique... Même genre de baratin sur la taxe sur les transactions financières qui devait intervenir d'ici les élections européennes. « Je préfère une taxe imparfaite à

pas de taxe du tout » dicit Hollande soutenu par Merkel, « si les choses bougent, certains pays pourraient perdre leurs réticences », mais rien n'est fait et la finance n'a pas de raison de s'inquiéter... Même baratin encore sur « la structure de taxation des entreprises » et l'harmonisation des fiscalités.

Et un message inquiétant

Grand sujet de satisfaction bilatérale, Angela Merkel a accepté de venir en France le 6 juin prochain pour le 70^e anniversaire du Débarquement. Elle sera au côté de la reine Élisabeth II et d'Obama. Pour Hollande, voilà « un beau message » correspondant « à l'esprit de l'amitié franco-allemande ». Un beau message pour une cérémonie célébrée à la gloire de la perpétuation de la domination sur le monde des USA et de leurs alliés européens, à travers le traité de libre-échange transatlantique en négociation... Libéralisme et impérialisme se combinent pour offrir des « marchés » d'exportation aux grandes firmes, en éliminant toutes les barrières douanières et surtout en harmonisant vers le bas toutes les règles du commerce et les normes sociales, sanitaires, alimentaires ou environnementales. Un « marché unique transatlantique » qui voudrait permettre aux puissances occidentales de perpétuer leur domination face aux pays émergents comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud ou l'Indonésie. Le marché capitaliste, la libre concurrence, avec le militarisme et l'Otan comme complément pour soumettre les peuples. Cette Europe, leur Europe, nous n'en voulons pas. L'avenir est à la coopération et à la solidarité des peuples. **Yvan Lemaître**

« LES ENFANTS DE LA CREUSE »

Un « devoir de mémoire » bien tardif !

L'Assemblée nationale vient de voter une résolution mémorielle qui reconnaît la responsabilité de l'État français dans la « déportation » de 1615 enfants réunionnais, enlevés de leur île entre 1963 et 1982 pour repeupler des départements ruraux de « métropole »...

C'est donc une page sombre et méconnue de notre histoire contemporaine qui a été rouverte ces derniers jours à l'Assemblée nationale via le vote d'une résolution mémorielle adoptée par 125 voix pour et 14 contre. Cette politique avait pour mission de résoudre « le problème démographique et social dans les départements ultramarins en organisant, favorisant et développant la promotion d'une émigration massive vers le territoire métropolitain », selon les termes de la résolution parlementaire. Elle a été initiée par Michel Debré, député de la Réunion et père fondateur de la V^e République, via le Bureau pour

le développement des migrations dans les départements d'outre-mer (Bumidom).

Politique post-coloniale

L'idée de Michel Debré était simple et mêlée d'une bonne conscience paternaliste tout à fait coloniale : d'un côté, il y avait la Réunion, pauvre et surpeuplée au bord de l'explosion sociale, et de l'autre des départements ruraux français qui se dépeuplaient. Pourquoi ne pas transférer des Réunionnais dans la Creuse, la Lozère ou le Cantal ? Cette politique concerna tout d'abord des adultes, puis très vite Michel Debré donna des directives pour que des mineurs orphelins

soient également envoyés en « métropole ». Pour être transférés, ces mineurs devaient être « pupilles d'État », c'est-à-dire que leurs parents (quand ils existaient) devaient renoncer à tout droit sur eux. Pour cela, l'État faisait miroiter à des parents très pauvres des études prestigieuses pour leurs enfants et leur retour à la Réunion une fois par an pour les vacances. Séduits par un avenir radieux pour leurs enfants, les parents signaient, pour ceux et celles qui savaient lire et écrire. Pour les autres, l'empreinte du pouce suffisait. Arrivés à Orly, il n'était plus question d'études prestigieuses mais d'un aller sans retour pour les départements ruraux, des vies broyées. Les enfants étaient plus ou moins mal lotis : adoptés, placés en foyer ou dans des familles d'accueil pour les plus chanceux d'entre eux, envoyés comme main-d'œuvre gratuite proche de l'esclavage dans des fermes, commerces ou chantiers...

Reconnaissance symbolique

C'est en 2002 que cette affaire soigneusement enterrée éclate enfin et fait la une des médias, lorsque Jean-Jacques Martial, ex-pupille déplacé dans la Creuse attaque l'État pour « enlèvement, séquestration de mineurs, rafles et déportation ». Plusieurs plaintes suivent mais toutes échouent. Suite au scandale, plusieurs rapports officiels sont commandés, mais tous nient les faits et disculpent l'État. La résolution votée la semaine dernière à l'Assemblée nationale est donc une première reconnaissance symbolique... mais qui ne donne droit à aucune réparation financière. Mais même dans ce cadre, cette résolution n'a pas fait l'unanimité dans l'hémicycle, puisque le groupe UMP a voté contre ! Désormais, comme le préconise la résolution mémorielle, cette page sombre de l'histoire de France doit être connue et transmise. Le minimum que l'État français puisse faire vis-à-vis de ces enfants devenus adultes. **Sandra Demarcq**

VENEZUELA Une lutte de classes

Les médias diffusent chaque jour des images des manifestations étudiantes dirigées contre le gouvernement, manifestations qui se tiennent dans les quartiers riches des grandes villes du Venezuela. Les manifestations ouvrières, attaquées à coups de feu par les réactionnaires, qui se déroulent simultanément dans les quartiers pauvres des mêmes localités, sont beaucoup moins connues dans les pays impérialistes.

La violence qui s'exprime dans la rue s'inscrit dans une situation où les pénuries et l'insécurité désespèrent les classes moyennes, tandis que l'inflation galopante et la mise en danger des conquêtes sociales des dernières années mobilisent fortement les secteurs populaires.

La bourgeoisie à l'offensive

Sous la pression de l'Église et des responsables politiques « démocratiques » de la droite vénézuélienne, le président Maduro préfère tenter de négocier une issue constitutionnelle en sacrifiant la classe ouvrière et la population pauvre. La bourgeoisie vénézuélienne partage l'objectif de renverser Maduro, de récupérer les revenus de la rente pétrolière et de liquider les acquis arrachés depuis quinze ans par le mouvement ouvrier et populaire. Dans ce cadre, les différences entre ses deux leaders, Henrique Capriles et Leopoldo López, sont d'ordre tactique.

Capriles, le perdant de la dernière présidentielle, a pris ses distances avec les manifestations parce qu'il pense arriver au pouvoir par la voie électorale. Il représente la grande bourgeoisie vénézuélienne qui joue la carte d'une transition ordonnée, ne mettant pas en jeu les immenses profits qu'elle a retirés de ses accords avec le gouvernement. D'où sa proposition d'un « gouvernement d'unité nationale ». López, l'un des dirigeants du coup d'État failli de 2002, amnistié ensuite par Chávez mais rendu inéligible suite à des malversations sur des fonds publics, représente à la fois la petite et moyenne bourgeoisie, raciste et anti-ouvrière, et la droite étatsunienne qui brûle du désir de remettre la main sur les réserves pétrolières du pays. Selon une information qui n'a pas



Manifestation anti-gouvernementale jeudi 20 février à Caracas. DR

été démentie, l'ancien candidat républicain à la présidence US, John McCain, aurait préconisé une invasion du Venezuela afin de pouvoir contrôler les flux pétroliers dans l'intérêt supérieur de la nation.

À la croisée des chemins

Une figure de l'opposition moins connue à l'étranger, celle du dirigeant étudiant Lorent Saleh, représente l'aile la plus radicale de la droite vénézuélienne. Saleh a taxé Capriles de « timoré et faible » après les critiques que ce dernier a adressées aux manifestations étudiantes. Selon une enquête du quotidien *El Espectador*, Saleh a participé l'an

dernier au lancement en Colombie de l'Alliance nationaliste pour la liberté, une organisation aux liens néonazis qui opère à Bogota et dans d'autres villes de ce pays.

La presse occidentale garde le silence face aux destructions par le feu de moyens de transport publics, à l'encerclement et aux tentatives de saccage de l'Université bolivarienne (ouverte aux étudiants pauvres) ainsi que de médias publics, ou encore aux agressions violentes de médecins cubains qui travaillent dans les missions des quartiers populaires. Pas un mot non plus sur la défense spontanée de ces conquêtes par le peuple vénézuélien, contre les attaques

de la droite et de ses paramilitaires. Le processus révolutionnaire vénézuélien se trouve désormais à une croisée des chemins. Combien de temps ce peuple, qui voit son gouvernement négocier avec les agresseurs au lieu de les châtier, pourra-t-il encore résister ? La seule solution est d'avancer dans la mobilisation en développant une auto-organisation démocratique et de masse. Si le gouvernement persiste dans cette voie de la négociation avec la bourgeoisie dite « pacifique », la classe ouvrière vénézuélienne devra, pour ne pas perdre tous ses acquis, imposer une solution qui lui soit propre.

Virginia de la Siega

RUSSIE Droit d'asile et « droits de l'homme » sauce Hollande-Valls



Andrey Novoselov. DR

Condamné par Poutine à diverses reprises pour « outrage aux autorités », un journaliste russe, Andrey Novoselov, vient de lui être livré sur l'autel des intérêts diplomatiques et économiques de l'impérialisme français, et ce malgré les rodomontades de Hollande sur les atteintes aux « droits de l'homme » en Russie...

Réfugié en France depuis 2006, il a demandé plusieurs fois, et sans succès, l'asile politique avec des preuves évidentes du danger qu'il court en Russie. La Cour européenne des droits de l'homme a condamné ce pays pour les « conditions indignes » qu'il a subies en prison. Après deux tentatives désespérées de quitter l'Europe pour les USA avec des bateaux de fortune, Andrey a été arrêté le 14 janvier dernier et placé au centre de rétention administrative de Perpignan (66).

Livré à Poutine

Face aux trois rejets de sa demande de mise en liberté, il a entamé une longue grève de la faim. Comble de cynisme, un juge devant statuer sur son maintien en rétention déclara dans un arrêt de la cour d'appel de Montpellier : « La Cour comprend mal pourquoi l'intéressé, qui s'apprêtait à se [sic] rendre aux États-Unis au départ des Pyrénées-Orientales par la voie maritime, seul et sur une embarcation de fortune, déclare aujourd'hui être physiquement inapte pour retourner dans son pays par un moyen rapide et confortable, à savoir la voie aérienne ».

Le 16 février, profitant du dimanche et sachant qu'à ce moment, il ne pourrait bénéficier d'aucune assistance, des policiers venus de Paris l'ont embarqué dans un avion affrété pour l'occasion ! Et le lendemain, cet homme pacifique était reconduit comme un criminel, scotché et menotté, dans un avion pour Moscou. Depuis, les nouvelles qui nous sont parvenues sont alarmantes. Une campagne pour que son cas ne tombe pas dans l'oubli s'organise. Voilà ce que réserve à ceux qui fuient la misère et/ou les persécutions dans leur pays « la France terre d'asile » des Hollande-Valls, successeurs zélés de Sarkozy-Guéant !

Correspondant

EUROPE Pour le droit à la santé

Le 7 février a eu lieu à Bruxelles le lancement d'une campagne européenne « la santé et la protection sociale ne sont pas à vendre ». Portée par le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la protection sociale et de la santé¹, cette campagne veut faire entendre lors des élections européennes l'exigence, partout en Europe, de droits fondamentaux, attaqués par les contre-réformes : l'accès aux soins pour tous garantis par des systèmes de santé et de protection sociale publics.



À Bruxelles le vendredi 7 février DR. DR

Ce jour-là, sous une pluie battante, plusieurs centaines de syndicalistes, appartenant aux deux grandes centrales belges ainsi que des militants des mouvements sociaux, ont manifesté dans le centre de Bruxelles. Par groupes, ils ont accompagné des délégations venues de Grèce, de

Grande-Bretagne, d'Allemagne, du Portugal, de l'État espagnol, de Pologne, et de France aux ambassades de chacun des pays. Ils y ont remis un manifeste : *La santé, la protection sociale ne sont pas à vendre*. Une délégation a également été reçue au cabinet du Premier ministre de Belgique. Le cortège s'est

ensuite rendu au siège de l'Unesco, où une demande d'inscription des systèmes publics de santé et de protection sociale au patrimoine mondial de l'humanité a été déposée.

La manifestation s'est terminée devant le siège de la commission européenne. Une entrevue avec les représentants

de trois commissaires européens a eu lieu. Cette manifestation, suivie d'une conférence publique et d'une réunion du Réseau européen, marque le lancement d'une campagne qui sera menée dans les différents pays jusqu'aux élections européennes de mai.

Partout la protection sociale régresse, partout la privatisation avance...

Les contre-réformes de la protection sociale et de santé ont des conséquences sociales dramatiques pour les populations de toute l'Europe. Elles prennent un caractère catastrophique en Europe du Sud – Grèce, État espagnol, Portugal – mais concernent aussi tous les autres pays. Des résistances s'organisent. Ainsi, dans l'État espagnol, les « marées blanches », rassemblant professionnels et usagers de la santé, ont remporté des victoires, comme l'abandon de la privatisation de quatre hôpitaux de Madrid. Tout en prétendant ne pas intervenir sur

ces questions, l'Union européenne impulse de fait cette offensive par la promotion d'un modèle libéral. Le réseau a donc décidé d'un plan d'action : diffusion large du manifeste et d'une version résumée, interpellations lors de débats publics et contradictoires des candidats aux élections européennes, initiatives coordonnées autour du 7 avril, journée mondiale de la santé, qui sera le temps fort de cette campagne, et participation à d'autres échéances telles que le 8 mars ou le 1^{er} mai. Bref, une campagne qui trace, en actes, une alternative tant aux politiques libérales qu'aux replis nationalistes, pour une Europe des droits sociaux et des peuples.

Correspondants

1 – Créé en 2011, le réseau regroupe aujourd'hui des syndicats, mouvements sociaux, partis, dans plus de 10 pays d'Europe. Pour la France, y participent la fédération Sud Santé Sociaux, la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, la Convergence des services publics, les différentes composantes du Front de gauche et bien entendu le NPA.



De véritables services publics

Non à l'école à plusieurs vitesses

Partout les effectifs par classe augmentent et les Rased pour les élèves en difficulté sont quasiment supprimés. Seule innovation, la réforme des rythmes qui concernera toutes les écoles publiques dès la prochaine rentrée. Tous les acteurs de l'école sont mobilisés contre cette réforme qui empire les conditions de travail des enseignantEs et d'apprentissage pour les enfants. Ils dénoncent la confusion organisée entre scolaire et périscolaire et les horaires variables d'un jour sur l'autre. Sur le fond, le décret encourage l'intrusion du pouvoir des communes dans les écoles. Il permet la mise en place de règles locales de gestion, ce qui ne peut aboutir qu'à une aggravation des inégalités : les enfants se voient proposer des activités culturelles ou sportives encadrées par du personnel formé ou pas, en nombre insuffisant la plupart du temps. C'est la réduction des dépenses d'État qui est visée, cela passe par la remise en cause drastique du service public national et du statut d'enseignantE.

Nous défendons :

- ★ le refus des municipalités d'appliquer la réforme des rythmes
- ★ l'abrogation du décret d'application sur les rythmes scolaires

Pour un service de santé de proximité

Le gouvernement s'inscrit dans la continuité de la casse de notre système de santé. Les hôpitaux, maternités, centres IVG, centres de santé, ferment. Les personnels vivent des conditions de travail extrêmement dégradées. Il est de plus en plus dur de se soigner : un tiers des Français renoncent ou reportent certains soins. Les attaques contre le service public sont mises en œuvre au profit du secteur privé dans lequel les groupes financiers investissent largement.

Nous exigeons :

- ★ la fin des fermetures d'établissements, de maternités, de centres

IVG et de centres de santé

★ des investissements communaux dans la création ou l'extension de centres de proximité regroupant les services de santé (PMI, centre d'orthogénie et de planification...)

★ la création de dispensaires de santé dans les quartiers, les petites communes rurales, capables d'assurer consultations, prévention, suivi des soins, gratuits pour toutes et tous – Français et immigrés – et financés par la Sécurité sociale

Pour un service public de la petite enfance

Aujourd'hui en France près de 60% des enfants de moins de 3 ans sont gardés par leur mère et moins de 50% des enfants de 3 ans bénéficient d'un mode de garde collectif. Ce manque de structures d'accueil est une situation inacceptable qui pénalise particulièrement les femmes toujours en charge majoritairement de l'éducation des tout-petits. On doit offrir des moyens et des lieux d'accueil adaptés aux besoins des parents. Cela nécessite un nombre suffisant de personnels avec un statut et une véritable formation à l'inverse de la tendance de ces dernières années qui conduit à la construction de véritables « usines à bébés » telles que les a dénoncées le collectif « pas de bébé à la consigne ».

Nous nous battons pour :

- ★ la création d'un service public national de la petite enfance, gratuit et accessible sur l'ensemble du territoire
- ★ l'ouverture de structures et de places en crèche selon les besoins
- ★ la reconnaissance des métiers de la petite enfance (statut professionnel, formation, rémunération)

Pour une régie publique de l'eau

La distribution de l'eau et l'assainissement appartient à 80% à trois groupes privés : Veolia, Suez et la Saur, ce qui leur permet de s'offrir des empires financiers sur le dos des usagers.

L'eau est une nécessité vitale, elle doit donc être considérée comme un bien commun de l'humanité et non comme une marchandise. L'accès à l'eau doit être reconnu comme un droit au même titre que celui à la santé ou à l'éducation.

Nous nous battons pour :

- ★ l'expropriation des trusts de l'eau et la mise en place d'un service public national de l'eau et de l'assainissement
- ★ le retour en régie directe pour toutes les communes
- ★ la fourniture d'un minimum gratuit pour les besoins domestiques (40 litres par jour et par personne) et au-delà pour un tarif progressif pour les gros consommateurs
- ★ en finir avec les coupures d'eau qui touchent les plus démunis
- ★ la création d'instances démocratiques de contrôle de la gestion de l'eau, avec participation des usagerEs et des syndicats de salariéEs

Pour une politique culturelle au service de toutes et tous

La marchandisation du monde n'épargne pas la culture. Le transfert par l'État de nombreuses missions sur les collectivités locales accentue les inégalités. Les privatisations sont insidieuses et la logique de rentabilité tend à devenir la règle dans ce secteur aussi.

Nous voulons :

- ★ un service public de la culture avec les moyens correspondants pour rompre avec le mécénat
- ★ une politique culturelle, émancipatrice, respectueuse des diversités (de langues, de cultures, d'expressions, de formes et de supports artistiques)
- ★ le développement de l'éducation populaire et le libre accès démocratique
- ★ la gratuité pour les conservatoires, musées, médiathèques, cours municipaux et ateliers d'écriture
- ★ la précarité des personnels des différents secteurs de la culture doit être supprimée

Nos villes valent plus que leurs profits!

Des listes anticapitalistes aux élections municipales

Dossier coordonné par Roseline Vachetta

Hollande, toujours plus au service d'un patronat qui demande toujours plus sévère et des réactions du mouvement ouvrier qui ne sont pas à la hauteur. Le tableau peu réjouissant à la veille des élections municipales.

Alors s'il y a urgence, l'impératif, lors de ces élections, les premières depuis la défaite de Sarkozy, c'est de faire apparaître dans le plus de communes possible des listes d'opposition de gauche au gouvernement, des listes contre l'austérité et le patronat, contre la droite et l'extrême droite. L'enjeu politique national de cette échéance est bien là : ne pas laisser le Front national dévoyer et usurper la colère que provoque la politique de Hollande. Pour cela il faut qu'un maximum de listes défendent un programme contre l'austérité, contre la hausse de la TVA et la fiscalité injuste, contre la destruction de la protection sociale, contre le chômage et la précarité, contre les grands travaux inutiles, pour le partage des richesses, pour l'interdiction des licenciements et la baisse du temps de travail, pour l'égalité des droits, le droit de vote pour touTEs les résidentEs...

Le NPA cherche partout à faire exister de telles listes, avec d'autres forces (Parti de gauche, Ensemble, PCF, groupes locaux...) quand les conditions sont réunies, et dans tous les cas en rassemblant celles et ceux qui veulent construire cette opposition de gauche au gouvernement. Les enjeux sont aussi locaux. Les politiques antisociales, anti-écologiques, anti-démocratiques sévissent aussi dans les villes et communes. Le Parti socialiste et ses alliés y mettent en pratique les mêmes orientations qu'au gouvernement ou au Parlement. Les listes dans lesquelles le NPA s'engage ne peuvent qu'être totalement indépendantes du Parti socialiste. Les candidatEs sur ces listes, une fois élus, ne géreront et ne participeront pas à des majorités municipales avec le PS, ne voteront pas leurs budgets, se feront les relais des résistances concrètes et des propositions alternatives portées



Une ville écologique

Pour une ville véritablement écologique

Villes écologiques, écoquartiers, transports durables, habitat écologique... Des expressions de plus en plus courantes mais bien éloignées de la réalité... Nous revendiquons une démarche écosocialiste, à la fois au service des besoins sociaux et respectueuse de l'environnement.

Cela signifie :

- ★ revoir les plans locaux d'urbanisme (PLU) pour sanctuariser des terres pour l'agriculture vivrière, pour ouvrir des zones vertes en ville pour le jardinage, la biodiversité, les friches
- ★ stopper tous les grands projets inutiles : hôtels de luxe, hypercentres commerciaux
- ★ construire en hauteur plutôt qu'étaler les villes, construire des bâtiments producteurs d'énergie
- ★ développer des commerces et des services de quartier

- ★ favoriser les initiatives populaires autogérées : jardins partagés, Amap, habitat solidaire inter-générationnel...
- ★ encourager les productions au plus près des consommateurs, afin d'éviter la multiplication des transports de marchandises

Pour des transports collectifs, publics et gratuits

Avec 27% des émissions de CO₂, les transports sont parmi les premiers contributeurs de gaz à effet de serre qui participent à l'accélération du changement climatique. Ils polluent et engendrent beaucoup d'accidents, et sont désastreux pour la santé publique. Il faut donc réduire drastiquement l'utilisation des déplacements motorisés de personnes et de marchandises. L'allongement des trajets domicile/travail et domiciles/services dope l'utilisation de la voiture. Et ceux qui habitent le plus loin des centres villes et qui sont souvent les plus défavorisés paient le plus cher.

Nous luttons pour :

- ★ des transports collectifs, publics et gratuits en nombre suffisant (augmentation du réseau, plages horaires et fréquence adéquates, ponctualité, confort). C'est une mesure de justice sociale, écologique et de partage convivial d'un bien commun.

Pour cela il faut :

- ★ transférer les sommes colossales investies pour la voiture (routes, autoroutes, parkings, rocades) et les coûts externes (traitement du bruit, de la pollution, des accidents, des bouchons) sur les transports collectifs
- ★ stopper les dépenses pour les grands projets comme les nouvelles lignes à grande vitesse (LGV), les aéroports inutiles, voire nuisibles, et les réaffecter aux transports collectifs publics
- ★ obtenir l'augmentation du versement transport payé par les entreprises de plus de 9 salariéEs. L'organisation de ces transports doit se faire dans le cadre d'un service public autogéré, associant

PHOTO THÈQUE ROUGE / BABAR



lent rs



plus de cadeaux et de facilités pour licencier et précariser. Une austérité de plus en la hauteur des attaques. Des réactionnaires racistes, homophobes, sexistes, qui
In Parti socialiste et ses alliés discrédités et le Front national en embuscade... Voici

par les mobilisations. On ne peut pas prétendre combattre l'austérité du gouvernement et accepter de la mettre en œuvre localement. La campagne pour les élections municipales offre aussi l'occasion de faire de la politique concrète, appliquée aux problèmes quotidiens. C'est l'occasion de partager plus largement l'expérience faites par celles et ceux d'entre-nous qui sont ou ont été éluEs conseillerEs municipaux, celle de réfléchir, de construire et de défendre des réponses anticapitalistes, écologiques, solidaires, aux problèmes de logement, de transport, d'accueil pour la petite enfance, d'aménagement de l'espace public, d'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, à la culture... Ce travail se fait avec les habitantEs – qu'ils et elles aient ou pas le droit de vote –, les associations, les syndicats... Si les expériences sont variées, il y a beaucoup de constantes: le refus de

la privatisation et l'exigence de régies publiques pour l'eau, les parkings, les cantines scolaires, le théâtre, la collecte et le traitement des déchets...; le combat contre des projets inutiles qui ne servent que les profits des bétonneurs comme Bouygues ou Vinci et le «prestige» des responsables politiques, ici une Ligne à grande vitesse, là un contournement routier ou une autoroute, ailleurs un grand stade... et en contrepoint l'exigence des transports publics gratuits comme réponse à la fois sociale et écologique pour en finir avec les temps et coûts de transports exorbitants, pour lutter contre la pollution et le réchauffement climatique. Tout cela contribue à faire des municipales une campagne politique à la fois indispensable et passionnante.

Christine Poupin

e et solidaire

travailleurEs et usagerEs, dans le but de répondre au plus près à la demande sociale.

Pour une ville solidaire

Nous sommes opposés au développement des politiques sécuritaires.

Nous militons pour:

- ★ le démantèlement des installations de vidéosurveillance, le désarmement de la police et la dissolution des unités d'exception, comme la BAC
- ★ l'arrêt de la stigmatisation des quartiers populaires, encore renforcée par les zones de sécurité prioritaires créées par Valls et dont nous exigeons la suppression
- ★ la suppression des polices municipales et le reversement de leurs effectifs dans les nombreux emplois socialement utiles.

Les éluEs anticapitalistes

- ★ ils seront activement solidaires des travailleurs en lutte et se prononceront pour un fonds de soutien financier aux grévistes.



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE D

- ★ Ils appuieront les luttes des salariés communaux, notamment pour la résorption des emplois précaires de la fonction publique territoriale, la création d'emplois socialement utiles, ainsi que pour la mise en place de quotas d'avancement à 100%.
- ★ Ils se prononceront pour la création et l'entretien des aires

d'accueil pour les gens du voyage. Avec les associations de soutien aux Roms, ils militeront contre toutes les expulsions et pour la mise en place de logements décents.

- ★ Enfin, des élus anticapitalistes doivent aussi développer des solidarités internationales, en particulier avec la Palestine.



Une démocratie réelle et l'égalité des droits!

Pour une véritable démocratie

Les communes seraient le premier étage de la démocratie, un lieu de prise de décision au plus près de la population... une jolie légende! Quels moyens réels a la population de décider des politiques fiscales et budgétaires? Sans parler de l'absence de représentation de l'ensemble de la population dans les conseils: combien de jeunes, d'habitants des quartiers populaires et/ou issus de l'immigration? Pour rappel, seulement un maire sur sept est une femme.

Nous nous battons pour:

- ★ l'élaboration des budgets avec l'ensemble des habitantEs pour que toutes et tous se mêlent de ce qui les concerne grâce notamment à la mise en œuvre d'assemblées de quartier
- ★ le non-cumul des mandats, des éluEs révocables et élus à la proportionnelle intégrale
- ★ le droit de vote et d'éligibilité pour tous les résidentEs, quelle que soit leur nationalité, et la régularisation de tous les sans papierEs
- ★ des assemblées démocratiques de quartier, avec un budget propre, en favorisant la participation de tous: jeunes, femmes, immigrés

Pour le droit au logement

C'est la logique du profit et de la spéculation qui guide la politique du logement. Les conséquences sont terribles: le nombre de personnes sans logement et de travailleurEs pauvres survivant dans des logements insalubres et dangereux ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui des bidonvilles s'étendent aux abords des villes, imposant à leurs habitantEs des conditions de vie inhumaines et scandaleuses. Pourtant ce n'est pas une fatalité...

Nous nous battons pour:

- ★ construire et réhabiliter plutôt que démolir
- ★ construire des logements en quantité suffisante, et de manière écologique pour limiter les frais de chauffage, et dont le loyer soit accessible aux demandeurs
- ★ utiliser la loi de réquisition des immeubles et logements vacants
- ★ interdire toutes les expulsions sans logement ainsi que les coupures d'eau, de gaz, d'électricité
- ★ instaurer la transparence dans l'attribution des logements sociaux

Pour une ville accessible à toutEs!

Nous luttons contre toutes les discriminations, nous nous prononçons donc pour une politique qui permettent la justice et l'égalité de droit pour tous, ce qui nécessite des moyens.

Nous voulons:

- ★ des transports publics accessibles à tous
- ★ l'extension de la loi sur



PHOTO THÈQUE ROUGE / ROMAIN HINGANT

l'accessibilité à l'ensemble des structures: les bâtiments publics et privés doivent sans exception permettre l'accessibilité à tous

- ★ les logements sociaux doivent être aménagés en quantité et qualité suffisante pour satisfaire la demande
- ★ de même, les services publics doivent être accessibles à tous

Contre les violences faites aux femmes et contre l'homophobie: des solutions!

En France, tous les deux jours et demi, une femme meurt sous les coups de son compagnon ou de sa famille, et entre 2012 et 2013 les actes homophobes ont augmenté de 27%.

Nous militons pour une loi cadre et des moyens pour lutter contre les violences faites aux femmes, l'ouverture de lieux d'accueil pour soutenir et/ou héberger les femmes, les jeunes et tous ceux qui sont victimes de violences sexistes, racistes et homophobes. Au-delà de ces mesures d'urgence, pour faire disparaître à long terme les violences sexistes et homophobes, **il nous faut construire** dès le plus jeune âge une éducation non sexiste, respectueuse des autres et qui permette à chacunE de s'épanouir et de vivre librement sa sexualité.

Pour la reconnaissance des jeunes dans la cité

Il faut en finir avec la répression, le harcèlement policier, les contrôles au faciès, l'instauration de couvre-feu... La jeunesse doit être écoutée et pouvoir s'organiser: **nous demandons** la reconnaissance du droit de grève dans les lycées et les universités, et le droit de vote dès 16 ans, âge auquel on peut devenir salarié ou aller en prison!

Nous soutenons les luttes actuelles de la jeunesse, des révoltes dans les quartiers populaires aux mouvements lycéens, comme

à l'automne dernier contre les expulsions de sans papierEs scolarisés. La reconnaissance des jeunes, cela passe aussi par la création de lieux dans les quartiers, gérés par eux. Dans les centres de santé municipaux, un espace doit leur être consacré, avec des moyens et du personnel compétent sur les problématiques santé-jeunes.

La brochure

Élections municipales 2014, des listes anticapitalistes

est disponible



Vous pouvez vous la procurer:

– auprès des militantEs du NPA et à la **librairie la Brèche** à Paris au prix de deux euros.

– Par correspondance pour trois euros (port compris) à: **NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.**

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à: diffusion.presse@npa2009.org

LYON Nouvelle manifestation contre les agressions fascistes



DR

Samedi 22 février, dans les rues de Lyon, près de 1000 personnes ont participé à une nouvelle manifestation contre l'extrême droite. La semaine précédente, deux jeunes «lookés» libertaires recevaient des coups de couteau par une bande de nerfs dans le Vieux Lyon, là où se trouve le local des Identitaires et où ont eu lieu de trop nombreuses agressions...

Les violences ne cessent plus depuis maintenant plusieurs années. Deux jours avant la manifestation, un militant de l'Unef était encore agressé à Lyon 3 par le GUD alors qu'il tractait pour les élections étudiantes.

En dehors du collectif de vigilance contre l'extrême droite, les libertaires ont lancé un appel à la mobilisation. Le PS, les Verts et le PCF (pour autant présent dans le cortège) ont refusé de signer un texte qui dénonçait «les propos et les politiques racistes de l'État qui entretiennent un climat nauséabond». Plus problématique, le réseau associatif, notamment le réseau des MJC de l'agglomération, n'a pas non plus appelé à participer.

Pour un antifascisme unitaire et populaire

Organisée en moins d'une semaine, la manifestation a regroupé essentiellement le milieu militant. Sur le parcours, le cortège a exprimé sa solidarité avec les salariéEs de la librairie Chapitre en lutte contre les licenciements. Tout au long, la présence policière s'est faite massive et quelque peu provocatrice. On peut se demander pourquoi les pouvoirs publics restent muets et n'ont toujours pris aucune décision, par exemple pour faire fermer la Traboule, le local des identitaires. Faudra-t-il un mort pour que le maire de Lyon, Gérard Collomb, et la préfecture réagissent vraiment ? La lutte juridique est un point d'appui, tout est bon à prendre contre l'extrême droite. La construction d'un mouvement antifasciste unitaire et populaire pour s'opposer au quotidien à la présence de l'extrême droite est un enjeu pour les anticapitalistes. Dans nos quartiers, nos universités ou nos lieux de travail : fachos hors de nos vies!

Correspondant

ARCELORMITTAL LUXEMBOURG

Chantage patronal, trahison syndicale

En décembre 2012, la direction d'ArcelorMittal Luxembourg a dénoncé la convention collective des salariés de la sidérurgie luxembourgeoise, obligeant syndicats et patronat à négocier une nouvelle Convention dans un délai d'un an. Au cours de l'année écoulée, les pressions patronales et les effets d'annonces syndicales n'ont pas manqué.

Propriété privée: attaque sur les acquis sociaux

Cette dénonciation vise une rationalisation maximale des ressources humaines et techniques, pour augmenter le ratio tonne produite par salarié. Lors de la précédente restructuration, un accord patron-syndicat-État avait été signé pour la période 2011-2016 : au nom de l'avenir d'ArcelorMittal au Luxembourg, cet accord «obligeait» la direction à arrêter le site de Schifflange (800 salariés) et à réduire de 50 % la production du site de Rodange (500 salariés), alors que l'État s'engageait à payer 83 % des salaires des travailleurs mis en «chômage technique» (alors qu'ils étaient pour la plupart externalisés sur les deux autres principaux sites du pays) et ArcelorMittal 17 %!

Fin 2012, la direction commença par dénoncer la convention collective, puis utilisa cette dénonciation pour y intégrer un plan de compétitivité censé assurer l'avenir des sites au Luxembourg... comme en 2011!

Elle proposa notamment un gel des salaires sur 2 ans, une refonte de la grille des salaires, une évolution de carrière au mérite, une réduction de 9 jours de congés extra-légaux obtenus dans les années 80... sans évoquer les 19 milliard de dollars de chiffres d'affaires du 3^e trimestre 2013!

Lutter contre la bureaucratie syndicale

Côté directions syndicales, dans le cadre des élections sociales qui ont eu lieu en novembre 2013, les deux syndicats (OGBL, majoritaire et LCGB, minoritaire), n'ont cessé de dénoncer les propositions de la direction, de crier au scandale allant jusqu'à organiser, fait assez rare au Grand-Duché, une manifestation réunissant un millier de salariés et cela quelques jours avant les élections sociales. Au vu du succès de cette manif, la direction de l'OGBL a continué à gonfler les muscles en brandissant le spectre de la non-conciliation et d'un mouvement de grève.

En réalité, les dirigeants de l'OGBL n'avaient



DR

aucune envie de prendre l'initiative d'un tel mouvement. Alors, début janvier 2013, l'OGBL a organisé des assemblées générales avec vote pour que les salariés se prononcent pour ou contre les propositions patronales et pour des actions de grève. Finalement, sous prétexte de nouvelles propositions patronales, l'OGBL n'a pas souhaité communiquer les résultats de ce vote et pour cause, puisqu'on dit que 70 % de travailleurs se seraient prononcés pour la grève!

Le 17 janvier dernier, l'OGBL a donc pris la grave responsabilité de signer la nouvelle convention collective, contre l'avis général des salariés qui se sont exprimés! Le LCGB a eu, lui, l'hypocrisie de dire qu'il n'aurait pas signé, lui qui est souvent le syndicat le plus proche du patron.

Les travailleurs doivent décider eux-mêmes

Les directions syndicales ont su une fois de

plus nous décevoir avec leur peur de lancer un mouvement qui les aurait dépassés et exclus de leur position privilégiée de «négociateurs» rencontrant directeurs et autres ministres. Cela a eu pour conséquence un recul terrible de nos droits, ouvrant la porte à toutes les attaques patronales.

ArcelorMittal a pourri la situation en jouant sur les rivalités entre syndicats, mais surtout en s'appuyant sur la faible détermination de nos dirigeants syndicaux. Une fois de plus, ils ont voulu nous faire croire qu'il fallait cela pour pérenniser l'entreprise.

Plus que jamais, les travailleurs d'ArcelorMittal et d'ailleurs doivent faire entendre leur voix et lutter, d'une part, contre les attaques patronales et, d'autre part, contre une bureaucratie syndicale qui est un frein à notre émancipation. Il faut développer la convergence de toutes les luttes en cours, quelle que soit la boîte, quel que soit le pays!

Correspondant

BRICOLAGE Repos dominical 1 - gouvernement 0

Le 12 février dernier, le Conseil d'État, saisi par les Fédérations CGT, FO, SUD et UNSA du commerce, a suspendu le décret autorisant le travail dominical dans la bricolage.

Ces syndicats, restés fermes sur leur opposition à toute extension du travail dominical, voient leur opiniâtreté renforcée. La CFDT et la CFTC, signataires de l'accord fixant les contreparties au travail dominical dans la branche, se retrouvent, eux, sur la défensive, à fustiger l'empressement du gouvernement à venir en aide aux patrons contrevenants qui serait responsable de cet échec.

Ça sent le Sapin...

Après avoir échoué à inverser la courbe du chômage, Sapin

poursuit ses manœuvres en prenant un nouveau décret,

permanent cette fois-ci. Peine perdue, le Conseil d'État est

de nouveau saisi, en sachant que d'autres moyens de droit lui sont soumis, dont la conformité du dit décret au regard de la convention N° 106 de l'OIT sur le repos hebdomadaire... Une convention dont la France est signataire. En tout état de cause, ce camouflet constitue un encouragement à ne rien lâcher dans la lutte contre l'extension des horaires d'ouverture des commerces: ainsi, le CLIC-P (collectif intersyndical) prépare, lui, une grande manifestation sur Paris avant l'été.

LD



DR

NOTRE-DAME-DES-LANDES -----

50 000 à Nantes contre l'Ayraultport

Ce fut la plus grande mobilisation du mouvement. Préparée à la ZAD, dans les multiples comités de Bretagne et de toute la France, dans les fermes des paysans de la Confédération paysanne et du Copain (association paysanne de la région), annoncée par des centaines de panneaux dans les champs et les marais, par des occupations de ponts, le succès a été au rendez-vous. TouTEs présentEs contre ce projet dont le seul but est de satisfaire les appétits de la multinationales Vinci.

Comme lors des batailles précédentes, les militantEs du NPA et leurs porte-parole, Christine Poupin et Philippe Poutou, étaient là, ainsi que le Front de gauche. Les gavottes tournaient, inspirées de celle initiée à Lannion pour les sans-papiers, remises

à jour pour Vinci et l'Ayraultport. Les pancartes, décorations, masques et chars sur les tracteurs et remorques, ont animé un défilé festif, créatif et déterminé. Salamandres, tritons géants, et animaux marquent le refus de la destruction des espèces protégées et des mesures

FORD BLANQUEFORT (33) **On est encore là!**

À l'usine Ford, la situation n'est pas simple. Après deux ans de quasi inactivité où nous avons subi le chômage partiel, la production redémarre, avec une nouvelle boîte de vitesse et d'autres éléments à usiner ou assembler. Ford assure que tous les emplois seront sauvegardés, que le site sera pérennisé...

C'est le contenu de l'accord signé le 24 mai 2013 entre les pouvoirs publics, le préfet et Ford Europe. Huit mois plus tard, un comité de suivi de cet accord a eu lieu. Une réunion censée faire le point sur la réalité des engagements, sachant que les aides financières publiques sont importantes : plus de 40 millions d'euros en deux ans, à comparer aux 125 millions d'investissements de Ford. Les dirigeants de la multinationale prennent une posture sereine : pour eux, pas de raison de s'inquiéter. Même si le chômage partiel continue en 2014, les lancements de toutes les productions finiront par occuper l'ensemble des emplois. Ça c'est le discours officiel. Mais du côté des salariés et des syndicats, ce n'est pas du tout la même certitude. En fait, Ford semble jouer la montre et une partie de bluff, car il n'y a pas d'éléments concrets sur l'activité pour les deux ou trois ans qui viennent. Ford reste en réalité très opaque sur ses intentions, sur sa « stratégie », et sur son plan de production. Les pouvoirs publics ne sont pas très exigeants et laissent à Ford une marge de manœuvre trop importante.

Optimisme de la direction, doute des salariés

Bien sûr, il vaut mieux entendre un patron affirmer que les emplois seront maintenus, mais cela ne peut suffire à nous rassurer. Nous avons trop l'expérience des mensonges des dirigeants, de leurs manipulations diverses. C'est maintenant qu'il faut des décisions concrètes qui donnent une visibilité pour l'avenir, pas demain quand il sera trop tard. Il faut de nouveaux investissements et une nouvelle activité importante. C'est pour cela que la CGT Ford avait appelé à l'action le jour du comité de suivi. Très peu de salariés se sont mobilisés devant l'hôtel préfectoral. C'est logique, il n'y a pas de menaces directes aujourd'hui, seulement un danger pour demain. Alors le sens de cette action était de faire entendre nos inquiétudes, de dénoncer l'absence de transparence de Ford, et de sensibiliser les pouvoirs publics sur le fait que tout est loin d'être réglé. Il fallait empêcher que ressorte de cette réunion la seule autosatisfaction de tout ce beau monde...

C'est chose faite, car dans tous les médias, on a certes entendu les discours optimistes de Ford mais aussi les doutes des salariés. Cela ne change pas la donne mais ça permet au

moins de montrer que nous sommes toujours là à batailler pour nos emplois, ce qui crée une pression sur les pouvoirs publics et sur les dirigeants de Ford. Il était aussi important de convaincre l'ensemble des travailleurs

de l'usine que nous avons intérêt de nous occuper de nos affaires, de ne pas laisser faire Ford : nous sommes quand même les premiers concernés... À suivre.

Correspondant



BMS EX-UPSA AGEN (47) **L'intox**

Le trust multinational BMS (USA) qui contrôle cette entreprise de 1450 salariés continue sa tentative de manipulation des salariés et de la population en laissant planer la menace de fermeture de chaînes si le gouvernement devait inscrire le « paracétamol » sur la liste des génériques...

Quatre-vingt pour cent des médicaments produits dans cette usine sont à base de paracétamol. Il s'agit bien de manœuvres car le paracétamol est une molécule qui est déjà dans le domaine public et n'est même pas produite en France. La base est directement importée du Pakistan par tous les labos qui le conditionnent, UPSA pour Efferalgan et Dafalgan notamment, Sanofi pour Doliprane. BMS peut très bien continuer à produire ses produits sur Agen, même inscrits sur la liste des génériques. Compte tenu de ses énormes bénéfices, BMS n'a qu'à baisser ses prix de quelques centimes et produire sur place, lui-même, des génériques. Mais derrière cette intox, les salariés craignent un désengagement à moyen terme de l'actionnaire et la remise en cause de plusieurs centaines d'emplois. C'est le sens des grèves et des manifestations que les syndicats de la boîte ont mis en œuvre dans l'unité. Nous étions présents à leurs côtés. À noter que le Front de gauche, à l'instar de la manif des « bonnets

rouges », a fait une déclaration indiquant qu'il ne participerait pas à ces mobilisations car « manipulées par l'employeur ».

Des attaques se multiplient dans la région

Comme dans de nombreuses régions, ces attaques contre l'emploi ne sont pas isolées. Dans la métallurgie, c'est la menace de 130 licenciements à l'usine Metaltemple (ex-Sadefa) de Fumel. Avec déjà plusieurs grèves et manifestations appelées par l'intersyndicale, la question d'un durcissement de l'action se pose à tous les salariés pour débloquent la situation et empêcher tout licenciement sec. Dans l'agroalimentaire, c'est l'existence même du site de VPF (Villeneuve Pet Food, alimentation animale, 170 salariés) à Villeneuve-sur-Lot qui est menacée. Là aussi grèves et manifestations sont à l'ordre du jour. Présents sur tous ces sites, militantEs et sympathisantEs du NPA tentent de construire une coordination locale de ces luttes.

Ignace Garay

dites de compensation. L'ambiance est détendue, rythmée par les batucadas – percussions – ou les clowns activistes.

La provocation du préfet

La veille de la manifestation, le préfet de région a pris un arrêté interdisant une partie de la ville à la manifestation, dont, pour la première fois, l'interdiction d'emprunter le Cours-des-50-Otages. Il choisissait ainsi de mettre Nantes en état de siège, amenant des renforts de flics de toute la France.

La vision d'une ville surréaliste aurait dit Breton : d'un côté le défilé festif en famille, et de l'autre des scènes de guérilla... Ainsi, à partir de 15h, des affrontements entraînant des explosions (flash-ball, grenades lacrymogènes et autres grenades offensives), des incendies... alors que la masse des manifestants défilait dans la bonne humeur pour rejoindre la place de la Petite-Hollande (ça ne s'invente pas!) autour des 520 tracteurs pour profiter des prises de parole, des chants et animations théâtrales.

Mireille a paré son manteau de feuilles et fleurs diverses : « Je suis un bosquet vivant pour rendre hommage au bocage »... À quelques mètres des violences urbaines, la danse collective de ces hommes et femmes déguisés en arbustes a forcément quelque chose de surréaliste... La manif est coupée en deux. La provocation policière durera jusqu'à la dispersion en début de soirée.

Le gouvernement n'a pas le choix

Quel sens donner à ce déchaînement policier, si ce n'est celui du mépris de ce pouvoir, n'écouter que Vinci et le Medef, et la peur de Valls et Ayrault? Emboitant le pas au Premier ministre, le préfet de Loire-Atlantique affirme sans sourciller : « L'opposition institutionnelle à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (...) est la vitrine légale d'un mouvement armé », affichant sa haine de celles et ceux qui (lui) résistent.

La réaction des organisateurs de la manifestation a été exemplaire. Ils ont refusé de céder aux injonctions d'un gouvernement

qui cherche à diviser le mouvement après avoir délibérément provoqué les affrontements. Avec la justesse et la solidarité qui fait leur force, ils lui ont répondu : « Les différentes composantes de la lutte restent unies sur le terrain. L'opposition ne fait que croître depuis 30 ans ». Et nous ajoutons avec eux : « Le gouvernement n'a pas d'autre choix que d'abandonner le projet d'aéroport ! »

Plus que jamais, le mouvement continue uni et solidaire jusqu'à l'abandon total du projet. Mais contre la hargne du pouvoir, il aura besoin de tout le soutien, de toute la détermination de celles et ceux qui partout s'opposent au gouvernement, à Vinci et à leur monde.

Prochain rendez-vous, international celui-là : le 4^e forum des Grands Projets inutiles et imposés se tiendra du 8 au 11 mai 2014 à Rosia Montana (Roumanie)'. Il sera préparé par la coordination anti-aéroports qui se tiendra le 28 février à Nantes.

CorrespondantEs

1 – contact.forum.gpii@free.fr

HÔPITAL DE NOVILLARS (25) **C'est tous ensemble qu'il faut lutter!**



Le centre hospitalier de Novillars est l'hôpital psychiatrique de Besançon. Sans compter les médecins, plus de 700 agents y travaillent. Depuis près de cinq ans, l'Agence régionale de santé de Franche-Comté (ARS) ponctionne de 150 000 à 200 000 euros par an sur le budget déjà insuffisant de l'hôpital, pour obliger la direction à faire des économies...

Lorsqu'en octobre 2013, l'ARS a annoncé que le budget de l'hôpital, en « déficit », nécessitait un audit, les trois syndicats CGT, FO et SUD se sont réunis immédiatement en intersyndicale car tout le monde avait compris que la lutte allait s'engager. Le cabinet d'audit, qui s'est au passage mis 103 000 euros d'argent public dans les poches, a comme par hasard estimé que le personnel avait 8 jours de récupération du temps de travail en trop. Leur suppression était un préalable à tout projet de soins. Par ailleurs, 7 suppressions de postes sont envisagées, ainsi que la fermeture de 13 lits pour commencer... L'ARS a évidemment accepté les conclusions de cet audit.

La lutte est enclenchée

Des assemblées générales régulières sont organisées depuis le mois d'octobre. Elles ont démocratiquement décidé de toutes les actions : envahissement de différentes instances et réunions consacrées à ces projets néfastes, blocage des portes de l'hôpital durant deux heures, manifestation devant l'ARS et participation de non-syndiquéEs à la délégation, accueil mouvementé des membres du cabinet d'audit et des représentants de l'ARS... Et l'hôpital est couvert de banderoles, d'affiches et d'autocollants.

Ce mouvement est organisé par l'intersyndicale et des non-syndiquéEs. La démocratie est fondamentale pour l'organisation de ce mouvement car, selon les sensibilités, des divergences existent : faut-il participer aux instances, aux groupes de travail sur les préconisations de l'audit ? Jusqu'à présent toutes ces discussions ont lieu publiquement, en AG.

Si l'on compte les différentes personnes ayant participé à au moins une action, plus de la moitié du personnel de l'hôpital est mobilisé. La détermination s'accroît et les revendications restent intactes : pas un RTT, pas un poste et pas un lit en moins!

Correspondant



Un char triton dans la manifestation. PHOTO THÉO ROUGE / MALO LEONAR



Les comités en action!

Paris Tolbiac L'extrême droite ne passera pas! Jeudi 20 février, à l'université Tolbiac (Paris 1), l'amphi était bien rempli: 90 personnes ont participé au meeting unitaire appelé par le collectif local contre l'extrême droite regroupant l'Unef, Solidaires étudiants, le Parti de gauche et le NPA.

Alors que depuis quelques semaines, Dieudonné est mis sur le devant de la scène médiatique par l'entreprise de diversion conduite par Manuel Valls, Michel Briganti, co-auteur de *la Galaxie Dieudonné*, a ouvert le bal pour déconstruire le discours pseudo «antisystème» du personnage, en revenant sur ses relations avec l'extrême droite, son obsession antisémite et son «business» très lucratif. Trois militants locaux ont emboîté le pas pour remettre en contexte la poussée de l'extrême droite. Celle-ci reprend confiance depuis les «manifs pour tous» de l'an passé jusqu'au «jour de colère» en janvier, et multiplie les agressions racistes, homophobes et contre les militants. À l'approche des élections municipales et européennes, ce meeting a aussi été l'occasion de combattre le discours du FN, qui profite aujourd'hui de l'offensive antisociale du gouvernement pour apparaître comme une alternative. Nous avons proposé aux participants de s'engager à nos côtés dans le cadre du collectif unitaire, avec en ligne de mire, entre autres, la préparation de la journée internationale antifasciste du 22 mars à l'appel d'organisations grecques. La peur doit changer de camp, partout faisons barrage à l'extrême-droite!



Le n°52 de **L'Anticapitaliste** la revue est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à: **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développent les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annoncent de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle.

Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@npa2009.org

Le week-end de collecte des 15 et 16 février en est un exemple. Renouer avec des initiatives de rue, publiques, donc expliquer notre démarche, sortir du sérail, discuter, convaincre, bref faire de la politique là où elle doit se faire: sur le pavé. Pour suivre des exemples déjà expérimentés, d'autres comités du NPA ont organisé repas, concerts, fêtes, autour des proches et sympathisantEs, dans le but de collecter des dons financiers, mais aussi de renouer contact, parler de la période, de notre présence dans les municipales et européennes, boucler des listes, raccrocher des militantEs perduEs de vue...

À Nanterre, une soirée de collecte

Dans un cadre festif, 70 personnes environ y ont participé: des militantEs du NPA des comités Asnières-Gennevilliers, Nanterre, Poste, Auto, jeunes, des militantEs de comités du 93 et du 75 mais aussi des candidatEs de la future liste aux municipales de Nanterre. Riz thaï, mojitos et desserts étaient préparés par les camarades du NPA.

La soirée a été l'occasion de discuter de la situation, notamment parce que les Hauts-de-Seine, département de Sarkozy, Balkany, Devedjan et autres fleurons de la droite, est touché par deux mobilisations importantes: celle des postierEs en grève depuis bientôt un mois et celles des enseignantEs du secondaire qui ont commencé à se mobiliser contre les suppressions de postes. Elle a également permis de faire le point sur la constitution des listes pour les municipales et de lancer des appels à candidatures. Au final, 615 euros ont été collectés et la convivialité au rendez-vous: tout le monde a été emballé par l'initiative. On n'attendra pas la prochaine initiative nationale pour se retrouver dans un cadre fraternel un samedi soir... Promis!

À la fac de Lille, crêpes et jus d'orange

À la fac, les jeunes du NPA ont tenu une table destinée à récolter les dons. Vente de crêpes et de jus d'orange pressé à la main! L'idée était de les vendre avec notre presse et nos tracts, tout en discutant.

Le résultat fut plutôt enthousiasmant avec plus de 40 euros de vente, dont 10 journaux jeunes vendus grâce à une formule «crêpe – jus

d'orange – journal» pour 2,5 euros! Et la convivialité paye d'autant plus que de nombreux contacts pris, des étudiantEs intéressés, ont souhaité se rapprocher du NPA.

Au final, il reste de ce type d'initiative la volonté de renouer plus souvent, sans la pression d'une campagne financière, ces expériences festives et fraternelles qui sont une autre facette du militantisme à ne pas négliger en temps de crise.

Pour plus d'informations, pour nous aider:
<http://npa2009.org/souscription>

Campagne financière

La collecte festive

La campagne financière exceptionnelle du NPA, par son montant, sa durée et son enjeu politique, aura permis de renouer avec des traditions militantes, qui en période d'offensive patronale, tendaient à se faire oublier.



Soirée de soutien financier au NPA dans le 92. DR

Chroniques municipales

Dans le Nord-Pas-de-Calais, des listes d'opposition de gauche menées par le NPA

Services publics (eau, déchets, chauffage collectif, parkings, etc) confiés au privé, expulsions des Roms, financement public d'un nouveau stade géré par une entreprise privée, rénovation urbaine qui rejette les classes populaires hors de la ville... Le bilan de la majorité lilloise sortante (PS-PC-Verts-PRG-MRC- Modem) autour de Martine Aubry est à l'image de la politique de François Hollande.

Des discussions avaient donc été engagées dès l'été 2013 entre NPA et Parti de gauche en vue de présenter une liste unitaire d'opposition à la politique gouvernementale et municipale. Celles-ci ont été brutalement interrompues quand les militants du PCF ont décidé, contre l'avis des responsables nationaux, de présenter, pour la première fois depuis 1977, une liste autonome au premier tour. Pour les camarades du PG, cette décision changeait la donne d'autant plus que le PCF leur accordait «le droit de ne pas participer à l'exécutif» dans la perspective d'une fusion avec le PS au second tour...

Malgré nos sollicitations, nous n'avons pas pu aborder directement cette question avec le PCF. Lutte ouvrière ayant annoncé sa volonté de se présenter seul, il ne nous restait plus qu'à solliciter notre milieu pour permettre la

constitution d'une liste anticapitaliste large permettant l'expression de la colère de toutes celles et ceux qui ne se résignent pas et partagent l'objectif de construire une opposition de gauche à la politique gouvernementale et municipale du PS.

Rupture du PCF avec le PS?

Les communistes lillois restent donc au milieu du gué mais leur choix n'est cependant pas sans conséquence: au niveau départemental, il a en effet été l'occasion d'une rupture... à l'initiative du PS! Par mesure de rétorsion, celui-ci a décidé de geler tous les accords avec le PCF et de le pousser à se présenter seul dès le premier tour. La crainte de perdre des élus a poussé le PCF à accepter localement, comme à Dunkerque ou Tourcoing, toutes les conditions du PS pour obtenir le droit de figurer sur ses listes avec les élus sortants du Modem...

Dans de nombreuses autres villes, le Front de gauche se présentera, contraint et forcé, seul au premier tour, dans l'espoir de réaliser un bon score lui permettant de négocier au mieux les places sur les listes d'union au second tour. Ce sera notamment le cas à Wattrelos, où le PCF participe à la majorité municipale depuis 31 ans... Pas étonnant donc que ses responsables n'aient pas répondu aux sollicitations de la liste anticapitaliste conduite par Marc Dubrul et soutenue par le NPA. Signe de la sympathie et de l'écho réel de nos propositions, c'est grâce au porte-à-porte, aux contacts de proximité, que la liste de 43 candidatures s'est constituée. Un travail de terrain qui permet d'initier une campagne collective dynamique. Dans le Pas-de-Calais, le NPA sera aussi présent à Auxi-le-Château avec une liste «Auxi à gauche, vraiment à gauche».

Correspondants locaux

Les Nôtres

Jean-Marc Mazeau 1963-2014

Il y a quelques mois Jean-Marc, déjà très fatigué mais toujours aussi motivé, portait haut les couleurs du NPA pendant la chaîne humaine à Notre-Dame-des-Landes. Ce samedi 22 février, jour de ses obsèques, nous étions très nombreux à lui rendre hommage à Quimper tandis que d'autres camarades étaient à la manifestation de Nantes, sachant que Jean-Marc aurait tant aimé y participer.



Terrassé en quelques mois par ce «maudit» cancer, notre camarade avait rejoint la LCR en 2008 puis bien sûr le NPA. Depuis il a été de tous nos combats, alors qu'il luttait lui-même au quotidien contre la précarité, les CDD à répétition et les difficultés de la vie.

La lutte contre l'injustice sociale et l'antifascisme chevillés au corps, Jean-Marc était un authentique anticapitaliste, un authentique militant révolutionnaire. Jusqu'au bout, jusqu'à son dernier souffle, alors même qu'avec lucidité il se savait

condamné, il n'a cessé de s'informer, de lire (un de ses derniers livres étant *la Conjuración des inégaux*) et de vouloir convaincre politiquement les nombreux amis et collègues de boulot qui venaient le visiter.

Sa disparition nous a profondément attristés mais il nous laisse aussi une leçon de courage et de dignité remarquable. Toute notre affection va à sa famille et en particulier à Camille et Julian, ses enfants, nos camarades. Que les flots de la pointe bretonne te soient doux et paisibles.

Tes camarades

Classe ouvrière, luttes et espoirs



Le samedi 15 février dernier, une centaine de personnes, militantEs et sympathisantEs, se sont retrouvés toute une après midi pour échanger autour des thèmes abordés par le dernier livre d'Olivier Besancenot, «*la Conjuración des inégaux, la lutte des classes au XXI^e siècle*».

Pour partager expériences et réflexions, étaient présents Ghislaine Tormos, ouvrière de PSA Aulnay, syndicaliste et auteur de «*Salaire de la vie*», Marcel Trillat, journaliste et cinéaste («*Cinq colonnes à la une*», *Radio Lorraine cœur d'acier*...), Gérard Mordillat,

écrivain et cinéaste (entretien dans le prochain numéro de *L'Anticapitaliste*), Marlène Benquet, sociologue et auteure de «*Encaisser!*», Nicolas Jounin, sociologue et auteur de «*Chantier interdit au public*», et bien entendu Olivier Besancenot.

En dépit des reculs, la période actuelle ne doit pas conduire à baisser les bras mais au contraire à repenser les moyens de mobiliser notre camp, notre classe. Un vaste chantier dans lequel se sont inscrites les diverses contributions de ce samedi 15 février. À suivre.

Essai *La Conjuración des inégaux, la lutte des classes au XXI^e siècle*, Olivier Besancenot

Éditions du Cherche-Midi, 2014, 13 euros.

Cet essai est une contribution pour redéfinir les contours du prolétariat, celles et ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail, manuelle ou intellectuelle. Une contribution particulièrement stimulante au moment où la réalité de la lutte des classes en France est reconnue par 64% des sondés (contre 40% en 1964) mais que le «*sentiment d'appartenir à une classe*» est lui en régression (de 61 à 56%). Et une grande claque à la notion en vogue de classe moyenne!

Décortiquer comment s'amasent les grandes fortunes, comment la classe dominante construit sa domination sur tous les plans, c'est mettre en évidence les contre-vérités de la phrase de François Hollande: «*mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti mais il gouverne, cet adversaire c'est le monde de la finance*». En effet, la classe capitaliste est concentrée autour d'une élite connue, unie par de multiples relations opératoires et redoutablement efficaces, avec des liens au cœur de l'État et dans les partis politiques. On trouve dans l'organigramme des conseils d'administration du système bancaire la quasi-totalité des familles politiques, de droite, de gauche, du centre. Pour celles et ceux d'en bas, il

s'agit de dépasser les ravages de la division sociale savamment provoquée et entretenue par les classes possédantes afin de saper toute amorce de reprise de conscience de classe. Derrière la notion de «*classes moyennes*», les identités sociales se diluent, se perdent et s'ignorent, au point que l'écrasante majorité s'oublie jusqu'à en devenir invisible. Or le prolétariat n'a jamais été aussi nombreux dans l'histoire du capitalisme. Pourtant, cette classe salariée des producteurs, «*objet d'exploitation et d'aliénation, potentiellement sujet d'émancipation*», n'a jamais eu aussi peu conscience d'exister en tant que telle...

Refonder le mouvement ouvrier

Dépasser la guerre des pauvres dans l'enfer de la compétition perpétuelle, qui transforme des différences dérisoires au regard de notre exploitation en cloisons infranchissables. Retisser des liens, de la solidarité, de combat. Reconstruire des repères. Car si le prolétariat a beaucoup changé, ce n'est pas la première fois depuis que le capitalisme règne. Il n'est pas nécessaire d'être ouvrier pour être prolétaire, cette notion définit un camp social qui englobe les vastes secteurs du salariat, les ouvriers de l'industrie, les employés du tertiaire, les travailleurs intellectuels et



cadres prolétarisés. «*Pour en finir avec la dictature d'une minorité, il est impératif que la majorité dominée se vive à nouveau comme "sujet vivant" plutôt qu' "objet"*», car la domination n'est pas seulement économique, mais aussi d'ordre social, politique, culturel ou symbolique. La conclusion trace quelques pistes pour une perspective d'ensemble, pour la refondation d'un mouvement ouvrier de type nouveau. Car les luttes ont besoin d'un prolongement, la promesse de lendemains meilleurs, pour se vivre en devenir: un rapport dialectique unit la réflexion à l'action. Ce que permet à sa manière cet essai à faire connaître largement!
Patrick Le Moal

Essai *Le Salaire de la vie*, Ghislaine Tormos

Éditions Don Quichotte, 2014, 15 euros

Plus parlants qu'un résumé, des extraits de l'intervention de Ghislaine samedi 15 février:

Ce livre c'était pour raconter mon parcours, pour envoyer un message aussi. Pour dire que l'on n'est pas stupide, que l'on est pas que des robots.

Aujourd'hui, je me retrouve virée d'une usine, qui était soi-disant d'excellence. J'y ai tout donné pendant 10 ans... Et puis j'ai décidé de dire non, de dire que je ne baisse pas les bras, que j'ai envie de me battre. (...) Ça a été 3 000 personnes à Aulnay qui ont été mises dehors. Mais dans le groupe, c'est 11 200 personnes foutues dehors.

On se fout totalement de nos vies derrière. Au contraire, on nous dit : vous avez un patron exemplaire qui vous fait un plan social balaise... Il vous donne la possibilité de retrouver du boulot ailleurs, mais il faut que vous soyez déplaçables, modulables. Et surtout taisez-vous ! Vous allez avoir un salaire de 1100 euros, mais c'est un CDI, alors il faut accepter ces conditions. Aujourd'hui la majorité des ouvriers sont bacheliers, il y en a qui ont Bac+2. Ils ont cette intelligence que le patron n'a pas vu venir, et aujourd'hui, celui-ci s'étonne de la révolte des ouvriers. Je viens du site d'Aulnay-sous-Bois. C'est 42 nationalités différentes, la preuve qu'on peut tous vivre ensemble. Aujourd'hui on se bat, on résiste et on va faire comprendre qu'un ouvrier ce n'est pas un con,



ce n'est pas un objet que tu jettes. Ce livre, c'était pour raconter ce qu'on nous oblige encore aujourd'hui à accepter comme conditions de travail. (...) À travers ce livre, j'aimerais faire comprendre aux gens qu'on peut bouger, qu'on peut dire non. Il n'est pas trop tard. Aujourd'hui je travaille sur le site de Poissy, on sait que ça va fermer. Ils nous font la même qu'à Aulnay, c'est la même stratégie. Alors, il ne faut pas attendre cinq ans qu'on nous mette un coup de pied au cul et qu'on nous foute dehors. (...) Ça fait chaud au cœur de voir tous ces gens qui s'intéressent à nous, ces sociologues, ces journalistes qui prêtent intérêt à la cause ouvrière. Moi cette grève, même si beaucoup disent que ça n'a servi à rien, ça n'a rien fait bouger... Si, dans les consciences beaucoup de choses ont bougé. La prochaine fois, les gens seront là, ils se batront avec nous !
Propos recueillis par Pierre Baton

Cinéma

Ida de Pawel Pawlikowski
Avec Agata Trzebuchowska, Agata Kulesza et Dawid Ogrodnik.
Sortie le mercredi 12 février



Voici un film qui, avec une économie de moyens étonnante et sous des dehors intimistes, nous en dit long sur l'histoire de la Pologne,

de l'occupation nazie au stalinisme. Il nous plonge dans les années soixante, à une époque où le régime stalinien s'était un peu assoupli. Ida est une jeune novice qui, à la veille de prononcer ses vœux, part à la recherche de ses parents disparus et apprend qu'ils étaient juifs. La jeune fille accomplira, en compagnie de sa tante, dite Wanda la rouge, femme libérée et ancienne combattante du maquis devenue juge, un véritable périple initiatique.

La jeune Ida, qui découvre un monde si affreux qu'elle va préférer le silence du couvent, et Wanda désespérée par la trahison de ses idéaux, composent deux personnages de femmes bouleversants. Cette introspection est servie par une photo en noir et blanc superbe qui rappelle les premiers films de Polanski et de Wajda, mais Pawel Pawlikowski ne tombe jamais dans l'esthétisme gratuit. Chaque plan est lourd de signification. Dans un pays où l'antisémitisme est encore présent, le cinéma polonais se penche donc enfin sur un des aspects les plus sinistres de son passé: les massacres de Juifs commis par la population pour s'emparer de leurs biens¹. Une prise de conscience tardive mais salutaire.

Gérard Delteil

¹ - À ce propos, il faut lire *Le Massacre des survivants*, Marc Hillel, Plon, 1985. Malheureusement non réédité, mais disponible en occasion.

L'Expérience Blocher de Jean-Stéphane Bron
Avec Christoph Blocher. Sortie le mercredi 19 février



Le récent référendum suisse «*contre l'immigration de masse*», c'est lui: Christoph Blocher et son parti, l'Union démocratique du centre (l'UDC). Auparavant, il y a avait eu un référendum contre la

construction de minarets. Christoph Blocher est un industriel milliardaire qui réussit à passer pour un «*anti-système*»: dans le film, il se proclame «*soixante-huitard de l'autre bord*»... Et l'UDC est un mélange d'ultralibéralisme et de nationalisme xénophobe, refusant l'adhésion à l'Union européenne et menant campagne contre les étrangers. Le cinéaste suit Blocher, tout au long du film, en campagne électorale et dans sa vie privée: Blocher a accepté bien que sachant que J-S Bron n'a aucune sympathie par l'UDC (il est notamment le réalisateur de *Cleveland contre Wall Street*). La contrepartie en est sans doute le manque d'éléments contextuels (en tout cas pour un non-Helvète) sur l'UDC, et les ressorts du succès d'un tel parti (30% des voix), clairement bourgeois mais non lié aux cercles dominants du capital suisse.
Henri Wilno



- FAUJOUR -

L'Anticapitaliste Libre expression

Bosnie «Le défi est que les gens prennent de plus en plus conscience de leurs forces communes pour construire une société solidaire»



DR

Entretien. Le 5 février, le peuple a mis le feu à l'édifice du gouvernement du canton de Tuzla. Une révolte contre les privatisations criminelles, les salaires impayés et la corruption des oligarques au pouvoir. Une violence jugée nécessaire pour enfin, se faire entendre, et sortir de la misère. Les ministres ont démissionné, le peuple reprend les rênes de la vie politique. Très vite, plus de 700 citoyens et citoyennes se sont regroupés dans des Plénums, véritables exercices de démocratie directe. L'effet «Tuzla» se propage dans d'autres villes en Bosnie-Herzégovine... et le vent de la colère gagne les rues en Croatie, Monténégro, Macédoine, etc. si bien que l'on parle déjà, en France et en Europe, d'un «printemps» des Balkans. Mais à Tuzla, les perspectives vont au-delà d'une simple saison. Cela fait vingt ans que l'on attend ce moment. La situation est chargée de tels espoirs que l'on se méfie du vertige de cette révolution en cours. Il s'agit de procéder étape par étape, pour construire les bases d'une justice sociale et politique faite pour durer. Entretien avec Miroljub Radomirović, juriste et membre fondateur du parti politique bosnien Lijevi (La Gauche).

Après une première semaine de Plénums, des groupes de travail se sont mis en place, divisés selon les différents ministères: économie et industrie, santé, éducation, sport et culture, etc. Tu fais partie du groupe légal. Peux-tu nous en dire plus? Quels sont les objectifs et les priorités pour les mois à venir?

Il faut d'abord bien faire la différence entre le groupe de travail pour la justice et l'administration, dont l'objectif est de pointer les problèmes dans ces secteurs, et l'équipe légale du Plénum de Tuzla. Celle-ci est très importante pour le Plénum, car elle révisé les demandes de chaque groupe de travail, et les articule de la bonne manière. Nous vérifions les lois qui régulent chaque secteur, pour garantir que ces demandes sont aux normes de chaque département responsable pour régler tel ou tel problème. C'est donc très important que les demandes soient concrètes! Nous mettons la pression pour que le gouvernement vérifie tous les contrats de privatisations de notre canton. S'il s'avère que ces contrats n'ont pas été respectés, ils devront être annulés. Il existe aussi des éléments de poursuite si les entreprises ont été détruites, même si les contrats ont été respectés. Il faut s'assurer que les mesures commencent tout de suite.

Vous avez déjà remporté une première victoire...

Oui, nous avons récupéré 1 million de BAM (mark convertible, soit 500 000 euros) grâce à l'annulation du «pain blanc», c'est-à-dire les salaires que les ministres continuaient à toucher un an après la fin de leur mandat. Nous avons d'autres mesures pour éliminer les différents «bonus» votés au fil des années par l'élite corrompue et sans pitié. Pas seulement les ministres, mais aussi les parlementaires.



À Tuzla le 6 février: «Proletaires de tous les pays unissez-vous!» DR

Notre groupe de travail va essayer de proposer une série d'amendements, que ce soit nous qui les fassions, pas eux. Tous les jours, nous venons avec de nouvelles idées à concrétiser, donc ce ne sont pas les initiatives qui manquent pour les semaines à venir.

Tu es impliqué dans l'équipe légale du Plénum, et tu es aussi membre fondateur du parti politique Lijevi. Peux-tu nous rappeler comment votre parti est né?

Nous étions tous membres du Parti social-démocrate (SPD), dans l'opposition. Nous avions le même but et le même ennemi. Mais lorsque le SPD a été élu en 2010, il a formé une coalition avec le SDA (Parti d'action démocratique). Les sociaux démocrates avaient mis beaucoup d'espoir en nous, mais nous étions trop critiques, et nous sommes partis. Nous avons d'abord fondé l'ONG Revolt pour critiquer leurs promesses non tenues. Mais peu à peu, l'ONG a perdu son caractère offensif et son agressivité politique. Alors nous avons décidé de fonder un vrai parti de gauche. Nous luttons contre les

privatisations et destructions d'usines. Il faut annuler les contrats de privatisations et rendre l'argent volé à l'État. Nous militons pour une économie où les secteurs d'intérêts publics seront propriétés d'État sous contrôle social. Nos premières actions étaient en soutien avec les ouvriers en lutte de l'usine Dita. Nous les avons aidés, avec une visibilité médiatique, une assistance légale, et de la nourriture lorsqu'ils bloquaient l'usine.

Un mouvement de solidarité existait-il déjà à ce moment-là entre les travailleurs? Qu'en était-il des syndicats?

Il n'existait pas jusqu'à maintenant de vraies solidarités entre les travailleurs confrontés aux mêmes problèmes. C'était chacun pour soi. Nous avions un problème avec les syndicats, dont 90% des représentants étaient corrompus. Maintenant les choses commencent à se relâcher, les travailleurs s'expriment directement dans les Plénums. Ils ne soutiennent plus aussi aveuglement les dirigeants syndicaux, qui sont remis en cause. Certains d'entre eux ont voulu créer une sorte de coopération avec le comité d'organisation du

Plénum, mais celui-ci ne marche pas comme ça. Nous n'y avons aucune fonction attribué, il n'y a pas de représentants. Les rapports doivent être changés.

Le Plénum ouvre-t-il un espace pour une gauche à Tuzla? Permet-il de consolider Lijevi?

Je suis de plus en plus optimiste. Des forums citoyens se forment aujourd'hui dans tout le pays, malgré tous les efforts des autorités et médias pour les discréditer. Je suis particulièrement heureux que mes camarades du parti, par leurs propositions et leur engagement, commencent à jouir d'une réputation grandissante et de la confiance des citoyens. Il faut savoir qu'ici, en ex-Yougoslavie, il y a eu une telle stigmatisation de toute l'idéologie communiste, que si tes valeurs en sont proches, tu commences avec un gros désavantage. Et pourtant les gens viennent nous voir, ils s'intéressent à notre parti. En même temps, la situation était tellement catastrophique que l'espoir est à gauche.

Quels sont les enjeux majeurs pour poursuivre la révolte aujourd'hui?

Nous devons maintenir la pression dans les rues, parallèlement aux groupes de travail. Ce qui se passe aujourd'hui est le résultat d'années de luttes. Aujourd'hui, le gouvernement ne peut plus se comporter de manière arrogante et ignorer les demandes des travailleurs comme il l'a fait depuis vingt ans. Notre Plénum va se poursuivre après les élections, comme force de contestation, mais aussi d'alternatives réelles. Le pouvoir est à nous. Le défi est que les gens prennent de plus en plus conscience de leurs forces communes pour construire une société solidaire.

Propos recueillis par Kasia Aleksic et Ivica Mladenovic

Vu ailleurs



VIOLENCES FAITES AUX FEMMES.

La part de victimes de violences physiques est comparable chez les femmes (4,7%) et chez les hommes (4,3%). C'est le cas en particulier pour les vols avec violence ou menaces, subis par 0,8% des femmes et 0,9% des hommes.

En revanche, les femmes sont trois fois plus souvent victimes de violences sexuelles que les hommes (respectivement 1,3% et 0,5%). [...] Les femmes sont plus souvent victimes d'un proche, tandis que les hommes le sont plus souvent d'une personne inconnue. Ainsi, plus de la moitié des hommes victimes de violences physiques et/ou sexuelles au cours des deux années précédant l'enquête ne connaissaient pas leur(s) agresseur(s). [...] A contrario, les trois quarts des femmes victimes de telles violences connaissaient leur agresseur. Pour les deux tiers d'entre elles, il s'agit d'un proche ou d'une personne connue personnellement. Parmi celles qui ont subi des violences physiques, 31% ont été victimes de leur conjoint ou d'un ex-conjoint, 22% d'un autre membre de leur famille, et 10% d'une autre personne connue personnellement. Quand il s'agit de violences sexuelles l'agresseur est plus souvent leur conjoint ou leur ex-conjoint (35%), ou une personne connue personnellement (21%), mais plus rarement un autre membre de leur famille (11%). Les agressions sexuelles sont moins souvent commises par une personne inconnue que les agressions physiques. [...] Pour plus de la moitié des femmes qui en ont été victimes, les violences conjugales ont perturbé leur vie quotidienne et leur vie professionnelle. Pour 16% d'entre elles, un médecin a délivré un certificat d'incapacité totale de travail. Pourtant, la plupart de ces violences ne sont pas suivies de plaintes: 28% des victimes se sont déplacées à la police ou à la gendarmerie, 16% d'entre elles ont porté plainte et 12% ont enregistré une main courante ou n'ont fait aucune déclaration.

«Femmes et hommes face à la violence, les femmes sont plus souvent victimes d'un proche ou de leur conjoint», INSEE première n°1473, novembre 2013

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
	28 € 56 €	20 € 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an		
	22 € 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
	50 € 100 €	38 € 76 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org